

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3069

[2006/202335]

2 JUIN 2006. — Décret modifiant le décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et ses conditions d'obtention

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et ses conditions d'obtention est modifié comme suit : « Décret définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention ».

Art. 2. A l'article 2 du même décret, il est ajouté un 4^o, libellé comme suit :

« 4^o Heure de formation : 60 minutes de cours. En ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, les volumes horaires exprimés en heures, dans le présent décret, seront affectés d'un coefficient de 1,2 pour être convertis en périodes de cours de 50 minutes. »

Art. 3. A l'article 3, alinéa 1^{er} du même décret, les mots « ainsi que les professeurs de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie et de cours spéciaux recrutés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont insérés entre les mots « recrutés dans une haute école » et les mots « qui s'y inscrivent ».

Art. 4. A l'article 4, 4^e alinéa du même décret, les mots « dans laquelle il fonctionne ou il a fonctionné » sont remplacés par les termes « ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale ».

Art. 5. L'article 5, § 5, 1^{er} alinéa du même décret est remplacé par l'alinéa suivant : « complémentaires aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles ainsi qu'aux dispositions prévues à l'article 8 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le volume de la formation à caractère théorique est réduit à 60 heures pour les candidats au CAPAES qui possèdent un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire, le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens, le diplôme d'aptitudes pédagogiques, ainsi que le diplôme du troisième degré de professeur d'éducation musicale décerné par le jury de la Communauté française. »

Art. 6. A l'article 6, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 2, 1^{er} alinéa, les mots « ou de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont ajoutés après les mots « de la haute école ». Dans le même alinéa, les mots « dans laquelle » sont remplacés par le mot « où »;

2^o au § 2, le 2^e alinéa est remplacé par l'alinéa suivant : « La haute école ou l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale assure, chacun pour les enseignants qui le concerne, l'accompagnement de la pratique défini à l'alinéa précédent pour les membres du personnel qui sont inscrits à la formation du CAPAES. »;

3^o au § 2, 3^e alinéa, les mots « ou l'établissement qui organise l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont ajoutés après les mots « la haute école ». Dans le même alinéa, les mots « dans laquelle » sont remplacés par le mot « où »;

4^o au § 2, 4^e alinéa, les mots « ou de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont ajoutés après les mots « de membres du personnel enseignant de la haute école ». Au même alinéa, les mots « ou par la direction de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont ajoutés après les mots « sur avis du Conseil pédagogique »;

5^o au § 5, le 1^{er} alinéa est remplacé par l'alinéa suivant : « Complémentaires aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 précité et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 précité ainsi qu'aux dispositions prévues à l'article 8 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le volume de la formation à caractère pratique est réduit à 20 heures pour les candidats au CAPAES qui possèdent un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire, le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens, le diplôme d'aptitudes pédagogiques, ainsi que le diplôme du troisième degré de professeur d'éducation musicale décerné par le jury de la Communauté française. »

Art. 7. A l'article 8 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« La Commission du CAPAES est composée :

- de représentants de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique;
- de membres effectifs et de membres suppléants représentant les réseaux d'enseignement de l'enseignement supérieur en hautes écoles et en promotion sociale;
- de membres effectifs et de membres suppléants des organisations syndicales qui siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section II, ainsi qu'au Comité de négociation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné;
- du responsable de la formation;
- d'experts ayant une compétence dans la spécialité du candidat, proposés par le Conseil général des hautes écoles ou par la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale. Le Gouvernement détermine la composition de la Commission CAPAES. »;

2° le § 3, 1^{er} alinéa est remplacé par l'alinéa suivant : « La Commission du CAPAES est présidée par le directeur général de l'enseignement non obligatoire ou son délégué. Le fonctionnaire responsable de la Direction des Hautes Ecoles ou son délégué et le fonctionnaire responsable de la Direction de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit ou son délégué en assurent la vice-présidence. »;

3° au § 3, 2^e alinéa, les mots « le vice-président » sont remplacés par les mots « les vice-présidents »;

4° au § 3, 3^e alinéa, les mots « du vice-président » sont remplacés par les mots « des vice-présidents »;

5° au § 4, 2^e alinéa, les mots « ou du vice-président en l'absence du Président » sont supprimés.

6° au § 4, le 2^e alinéa est complété comme suit : « En l'absence du Président, la présidence est assurée par le vice-président le plus âgé. »

Art. 8. L'article 10, 1^{er} alinéa, du même décret, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Nul ne peut s'inscrire à la formation du CAPAES s'il n'est détenteur d'un titre académique autorisant son recrutement dans une fonction de maître de formation pratique, de maître assistant ou de chargé de cours dans une haute école ou de professeur de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie, de cours spéciaux dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et s'il n'exerce pas une de ces fonctions. »

Art. 9. A l'article 11 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 2^e alinéa, les mots « en fonction dans une haute école » sont insérés entre les mots « 2^e cycle universitaire » et les mots « s'inscrivent »;

2° au § 1^{er}, il est inséré, entre le 4^e et le 5^e alinéa, l'alinéa suivant : « Les diplômés d'un 2^e cycle universitaire en fonction dans l'enseignement supérieur de promotion sociale s'inscrivent à la formation du CAPAES, soit dans une institution universitaire, soit dans un établissement d'enseignement de promotion sociale qui délivre le certificat d'aptitude pédagogique aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur. »;

3° le § 1^{er}, 5^e alinéa, devenu le 6^e alinéa, est remplacé par l'alinéa suivant : « Les autres candidats au CAPAES d'une haute école ou d'un établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale s'inscrivent à la formation du CAPAES dans un établissement d'enseignement de promotion sociale qui délivre le certificat d'aptitude pédagogique au porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur. »;

4° au § 1^{er}, entre le 5^e alinéa, devenu le 6^e alinéa, et le dernier alinéa, il est inséré un 7^e alinéa rédigé comme suit : « Toutefois les professeurs de l'enseignement supérieur de promotion sociale ne sont pas autorisés à s'inscrire à la formation du CAPAES organisée par l'établissement dans lequel ils enseignent. Dans ce cas, ils s'inscrivent dans un autre établissement de promotion sociale ou dans une institution universitaire. Néanmoins, un candidat peut obtenir une dérogation l'autorisant à s'inscrire à la formation du CAPAES organisée par l'établissement dans lequel il enseigne. La demande motivée est introduite auprès du Ministre de l'Enseignement de promotion sociale. »

Art. 10. L'article 46bis, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est complété comme suit :

« 10° dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, être porteur du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES). »

L'article 46bis du même arrêté royal est complété comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 10°, les professeurs en fonction dans l'enseignement supérieur de promotion sociale au 31 août 2006, sont réputés satisfaire à la condition visée s'ils sont porteurs d'un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire, le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens ou le diplôme d'aptitudes pédagogiques. »

Art. 11. L'article 42, § 1^{er} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est complété comme suit :

« 13° dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, être porteur du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES). »

Dans l'article 42 du même décret, il est inséré un § 1^{er}ter rédigé comme suit :

« § 1^{er}ter. Par dérogation au § 1^{er}, 13°, les professeurs en fonction dans l'enseignement supérieur de promotion sociale au 31 août 2006, sont réputés satisfaire à la condition visée s'ils sont porteurs d'un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire, le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens ou le diplôme d'aptitudes pédagogiques. »

Art. 12. L'article 30, § 1^{er} du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné est complété comme suit :

« 13° dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, être porteur du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES). »

A l'article 30, § 1^{er} du même décret, entre l'alinéa 5 et l'alinéa 6, il est inséré l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 13^o, les professeurs en fonction dans l'enseignement supérieur de promotion sociale au 31 août 2006, sont réputés satisfaire à la condition visée s'ils sont porteurs d'un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire, le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens ou le diplôme d'aptitudes pédagogiques. »

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juin 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—
Note

Session 2005-2006.

Documents du Conseil. Projet de décret n° 250-1. Amendement de commission, n° 250-2. Rapport, n° 250-3.

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du mardi 30 mai 2006.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3069

[2006/202335]

2 JUNI 2006. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES "certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur") in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES "certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur") in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan, wordt als volgt gewijzigd : "Decreet tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES - "Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur") in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan".

Art. 2. Aan artikel 2 van hetzelfde decreet wordt een 4^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 4^o Opleidingsuur : 60 lesminuten. Wat betreft het onderwijs voor sociale promotie, zullen de uurvolumes die in dit decreet in uren uitgedrukt worden, een coëfficiënt van 1,2 toegewezen krijgen om in lesperiodes van 50 minuten omgezet worden. »

Art. 3. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "alsook de leraren algemene vakken, technische vakken, cursussen beroepspraktijk, cursussen technische vakken en beroepspraktijk, cursussen psychologie - pedagogie - methodologie en speciale vakken die in het hoger onderwijs voor sociale promotie geworven zijn en zich daar inschrijven," ingevoegd tussen de woorden "die in een hogeschool geworven zijn en zich daar inschrijven," en de woorden "ertoe te brengen".

Art. 4. In artikel 4, 4de lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "waar hij werkt of gewerkt heeft" vervangen door de woorden "of in het hoger onderwijs voor sociale promotie".

Art. 5. Artikel 5, § 5, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door het volgende lid : « Ter aanvulling van de afwijkingen bedoeld in de artikelen 60 en 61 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten en in de artikelen 34 en 35 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, alsook ter aanvulling van de bepalingen bedoeld bij artikel 8 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt de omvang van de theoretische opleiding beperkt tot 60 uur voor de kandidaten voor het CPAES die houder zijn van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen :

het diploma leraar voorschools onderwijs, het diploma leraar lager onderwijs, de aggregatie lager secundair onderwijs, de aggregatie hoger secundair onderwijs, de aggregatie hoger onderwijs, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, het getuigschrift middelbaar technisch normaal onderwijs, het diploma van pedagogische bekwaamheid, alsook het diploma van de derde graad van leraar muziekonderwijs uitgereikt door de examencommissie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 6. Aan artikel 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 2, eerste lid, worden de woorden "of van de inrichting die het hoger onderwijs voor sociale promotie organiseert" toegevoegd na de woorden "van de hogeschool". In hetzelfde lid wordt het woord "waarin" vervangen door het woord "waar";

2° bij § 2, wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid : « De hogeschool of de inrichting die hoger onderwijs voor sociale promotie organiseert, is ertoe gehouden, ieder voor de leerkrachten die onder haar bevoegdheid vallen, de begeleiding van de praktijk bepaald in vorig lid uit te voeren voor de leden van haar personeel die ingeschreven zijn voor de vorming van het CAPAES. »;

3° bij § 2, derde lid, worden de woorden "of de inrichting die hoger onderwijs voor sociale promotie organiseert" toegevoegd na de woorden "de hogeschool". In hetzelfde lid wordt het woord "waarin" vervangen door het woord "waar";

4° bij § 2, vierde lid, worden de woorden "of de inrichting die hoger onderwijs voor sociale promotie organiseert" toegevoegd na de woorden "uit leden van het onderwijzend personeel van de hogeschool". In hetzelfde lid worden de woorden "of door de directie van de inrichting die het hoger onderwijs voor sociale promotie organiseert" toegevoegd na de woorden "op advies van de pedagogische beheersraad";

5° in § 5 wordt het eerste lid door het volgende lid vervangen :

« Ter aanvulling van de afwijkingen bedoeld in de artikelen 60 en 61 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten en in de artikelen 34 en 35 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, alsook ter aanvulling van de bepalingen bedoeld bij artikel 8 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt de omvang van de praktische opleiding beperkt tot 20 uur voor de kandidaten voor het CPAES die houder zijn van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen :

het diploma leraar voorschools onderwijs, het diploma leraar lager onderwijs, de aggregatie lager secundair onderwijs, de aggregatie hoger secundair onderwijs, de aggregatie hoger onderwijs, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, het getuigschrift middelbaar technisch normaal onderwijs, het diploma van pedagogische bekwaamheid, alsook het diploma van de derde graad van leraar muziekonderwijs uitgereikt door de examencommissie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 7. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« De Commissie voor het CAPAES bestaat uit :

- vertegenwoordigers van de Algemene directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;
- werkende en plaatsvervangende leden die de onderwijsnetten vertegenwoordigen van het hoger onderwijs in de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie;
- de werkende en plaatsvervangende leden van de vakverenigingen die zetelen bij het Comité van Sector IX en het Comité van de provinciale en plaatselijke openbare diensten, afdeling II, alsook bij het Overlegcomité voor het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;
- de verantwoordelijke voor de opleiding;
- deskundigen die bevoegd zijn voor de specialiteit van de kandidaat, voorgedragen door de Algemene raad van de hogescholen of door de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie.

De Regering bepaalt de samenstelling van de CAPAES Commissie. »;

2° § 3, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« De CAPAES Commissie wordt voorgezeten door de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs of diens afgevaardigde. De ambtenaar die verantwoordelijk is voor de Directie van de hogescholen, of diens afgevaardigde, en de ambtenaar die verantwoordelijk is voor de Directie van het Onderwijs voor Sociale Promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, of diens afgevaardigde, zijn er Ondervoorzitter van. »;

3° bij § 3, tweede lid, worden de woorden "de Ondervoorzitter" vervangen door de woorden "de Ondervoorzitters";

4° bij § 3, derde lid, worden de woorden "de Ondervoorzitter" vervangen door de woorden "de Ondervoorzitters";

5° bij § 4, tweede lid, worden de woorden "of van de Ondervoorzitter in afwezigheid van de Voorzitter" geschrapt;

6° bij § 4, wordt het tweede lid aangevuld als volgt : "In afwezigheid van de Voorzitter, wordt het voorzitterschap door de oudste Ondervoorzitter waargenomen. »

Art. 8. Artikel 10, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt door het volgende lid vervangen :

« Niemand kan zich inschrijven voor de vorming van het CAPAES als hij niet houder is van een academisch bekwaamheidsbewijs dat zijn aanwerving toelaat in een ambt van leermeester praktische vorming, meesterassistent of docent in een hogeschool of de leraren algemene vakken, technische vakken, cursussen beroepspraktijk, cursussen technische vakken en beroepspraktijk, cursussen psychologie - pedagogie - methodologie en speciale vakken en als hij niet een van deze ambten uitoefent. »

Art. 9. Aan artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, tweede lid, worden de woorden "die een ambt uitoefenen in een hogeschool" ingevoegd tussen de woorden "De gediplomeerden van de 2e universitaire cyclus" en de woorden "schrijven zich in voor";

2° bij § 1, wordt, tussen het vierde lid en het vijfde lid, het volgende lid ingevoegd : « De gediplomeerden van de 2e universitaire cyclus die een ambt uitoefenen in het hoger onderwijs voor sociale promotie schrijven zich in voor de vorming van het CAPAES, ofwel in een universitaire instelling, ofwel in een onderwijsinrichting voor sociale promotie die het getuigschrift pedagogische bekwaamheid uitreikt aan de titularissen van een diploma van het hoger onderwijs. »;

3° § 1, vijfde lid, dat het zesde lid geworden is, wordt door het volgende lid vervangen : « De andere kandidaten voor het CAPAES van een hogeschool of een inrichting die hoger onderwijs voor sociale promotie organiseert schrijven zich in voor de vorming van het CAPAES in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie die een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid uitreikt aan de titularissen van een diploma van het hoger onderwijs. »;

4° bij § 1, tussen het vijfde lid, dat het zesde geworden is, en het laatste lid, wordt een zevende lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Nochtans, worden de leraren van het hoger onderwijs voor sociale promotie niet ertoe gemachtigd zich voor de CAPAES opleiding in te schrijven ingericht door de inrichting waar zij les geven. In dat geval, schrijven zij zich in in een andere onderwijsinrichting voor sociale promotie of in een universitaire instelling. Niettemin, kan een kandidaat een afwijking krijgen om zich toch in te schrijven voor de CAPAES opleiding ingericht door de inrichting waar hij les geeft. De met redenen omklede aanvraag moet ingediend worden bij de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie. »

Art. 10. Artikel 46bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt als volgt aangevuld :

« 10° in het hoger onderwijs voor sociale promotie, titularis zijn van het Getuigschrift Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (CAPAES). »

Artikel 46bis van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, 10°, worden geacht te voldoen aan de bedoelde voorwaarde de leraren die op 31 augustus 2006 een ambt uitoefenen in het hoger onderwijs voor sociale promotie als zij van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen titularis zijn : het diploma leraar voorschools onderwijs, het diploma leraar lager onderwijs, de aggregatie lager secundair onderwijs, de aggregatie hoger secundair onderwijs, de aggregatie hoger onderwijs, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, het getuigschrift middelbaar technisch normaal onderwijs of het diploma van pedagogische bekwaamheid. »

Art. 11. Artikel 42, § 1, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt als volgt aangevuld :

« 13° in het hoger onderwijs voor sociale promotie, titularis zijn van het Getuigschrift Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (CAPAES). »

In artikel 42 van hetzelfde decreet, wordt een § 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1ter. In afwijking van het eerste lid, 13°, worden geacht te voldoen aan de bedoelde voorwaarde de leraren die op 31 augustus 2006 een ambt uitoefenen in het hoger onderwijs voor sociale promotie als zij van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen titularis zijn : het diploma leraar voorschools onderwijs, het diploma leraar lager onderwijs, de aggregatie lager secundair onderwijs, de aggregatie hoger secundair onderwijs, de aggregatie hoger onderwijs, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, het getuigschrift middelbaar technisch normaal onderwijs of het diploma van pedagogische bekwaamheid. »

Art. 12. Artikel 30, § 1, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt aangevuld als volgt :

« 13° in het hoger onderwijs voor sociale promotie, titularis zijn van het Getuigschrift Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (CAPAES). »

In artikel 30, § 1, van hetzelfde decreet, tussen het vijfde lid en het zesde lid, wordt het volgende lid ingevoegd :

« In afwijking van het eerste lid, 13°, worden geacht te voldoen aan de bedoelde voorwaarde de leraren die op 31 augustus 2006 een ambt uitoefenen in het hoger onderwijs voor sociale promotie als zij van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen titularis zijn : het diploma leraar voorschools onderwijs, het diploma leraar lager onderwijs, de aggregatie lager secundair onderwijs, de aggregatie hoger secundair onderwijs, de aggregatie hoger onderwijs, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, het getuigschrift middelbaar technisch normaal onderwijs of het diploma van pedagogische bekwaamheid. »

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juni 2006.

De Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Nota

Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad. Ontwerp van decreet, nr. 250-1. Commissieamendementen, nr.250-2. Verslag, nr. 250-3.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 30 mei 2006.